

Le sens de la lutte

« ...il n'y a plus de langage pour l'expérience commune. Et l'on ne partage pas les richesses si l'on ne partage pas un langage. Il a fallu un demi-siècle de lutte autour des Lumières pour fonder la possibilité de la Révolution française, et un siècle de lutte autour du travail pour accoucher du redoutable 'Etat providence'. Les luttes créent le langage dans lequel se dit le nouvel ordre. » (*L'insurrection qui vient*)

Dans ce mouvement règne non sans raison une méfiance générale par rapport aux vieux langages ¹, soit celui de la Révolution française, fondatrice de l'Etat-Nation –liberté, égalité, fraternité– soit celui du siècle de luttes ouvrières –réformes, révolution, anticapitalisme. L'Etat-Nation montre son visage laid répressif, anti-égalitaire, anti-fraternel, et ceux qui se réclament de la lutte sociale anticapitaliste se perdent dans la politique politicienne, parlementariste, ou dans le jeu des négociations collectives institutionnelles. Alors on se tient à des formes de luttes concrètes : grèves, manifestations, blocages, occupations, assemblées, coordinations, comités, actions « coups de poings », happenings... C'est grand, c'est beau, c'est du jamais vu dans cette ampleur, extension et durée, dans les universités. Au moment où j'écris ces lignes le mouvement entre dans sa sixième semaine et ne faiblit pas. Au contraire on voit apparaître les premiers liens entre la lutte à l'université et la lutte dans d'autres secteurs de la fonction publique : l'enseignement primaire et secondaire, la santé... Mais avec quelle perspective ? C'est à propos de cette question que manque pour le moment « un langage commun ». Ce vide donne occasion à de multiples manœuvres pour enrayer, détourner, étouffer ou dénaturer le mouvement : journées d'action « pour le pouvoir d'achat », négociations pour « améliorer le décret », utilisation du mouvement pour recruter de nouveaux militants pour des organisations anciennes.

Mais que faire d'autre ? On entend par-ci par-là qu'il ne faudrait pas se contenter d'une lutte pour la défense des « acquis sociaux » de la fonction publique, de l'état actuel du service public, mais aller au-delà, développer des contre-projets aux « réformes » sarkozystes. Je lis par exemple dans un texte du bulletin *Intervention* lié à la revue « Temps critiques » (accessible sur le site mondialisme.org) qu'une attitude d'accusation de la « casse du service public » *nous condamne à refuser tous les projets de réforme parce qu'ils constitueraient une menace au lieu de s'en emparer quand justement on est dans le rapport de force établi par la lutte afin de sortir de la simple résistance et de prendre des initiatives. ... (il) se pose la question de savoir si bloquer le système (c'est de toute façon de l'ordre du défensif et de la résistance) est plus efficace que de débloquer en passant à l'offensive, y compris sur un terrain que l'Etat essaie de maîtriser et d'impulser. » (A propos des luttes actuelles dans l'Education Nationale, 17 mars 2009) Un peu plus loin l'auteur récuse l'idée d'une « contre-réforme » menaçante : « Or, la notion de contre-réforme est complètement inappropriée pour caractériser les mesures Pécresse et la loi sur la LRU puisqu'il s'agit d'une opération de rationalisation et d'optimisation de la gestion de l'enseignement supérieur et de la recherche ». (*ibid.*) Mais les étudiants et enseignant-chercheurs, les enseignants du primaire et secondaire, les lycéens, savent, comme les personnels du système de la santé qu'il y a des structures à défendre, que le « redoutable Etat providence » est un résultat des luttes, des réformes durement acquises qui avaient comme sens de soustraire à la soumission directe aux lois du marché la production et la reproduction de la vie d'une population salariée. La contre-réforme sarkozyste est justement la tentative de livrer ces secteurs comme d'autres secteurs de la fonction publique à nouveau à une (dé) régulation directe par le marché.*

¹

Bien exprimé par exemple par l'article de Gzavier sur le site *Rebellyon* début mars

Cela ne veut évidemment pas dire que les différents secteurs publics fonctionnaient vraiment exclusivement en faveur d'une production et reproduction de la vie des hommes, femmes, enfants contrôlés par eux. Bien sûr l'enseignement et la santé, toute la fonction publique, sont conçus et gérés en fonction des nécessités d'une économie marchande. Ce qui conduit sous beaucoup d'aspects à un fonctionnement rigide, bureaucratique, mesquin du secteur public. Mais jusqu'à maintenant existait un filtre, un espace protégé, qui donnait l'occasion d'une survie en dehors des circuits de l'accumulation économique, qui permettait dans l'enseignement de produire et de transmettre des savoirs dysfonctionnels et même subversifs par rapport aux mécanismes de base du système. Donc, en effet, notre tâche est double : d'un côté faire échouer la tentative sarkozyste de destruction des protections encore existantes dans les structures publiques et d'autre côté de nous approprier ces espaces, les récupérer, les faire vivre par et pour ceux qui sont jusqu'à maintenant traités comme des assujettis, « usagers » ou « clients ». Mais cela ne peut pas se faire dans le rapport de force actuel par des réformes ou des contre-projets définis au niveau national et dans le cadre des structures politiques représentatives et administratives données. Même la meilleure représentativité des « Etats Généraux » et des « Grenelles » imposés par la lutte ne pourra pas garantir l'instauration d'un contrôle et d'un fonctionnement des structures publiques dans le sens visé. Le sort des Etats Généraux de la Recherche et le Grenelle de l'Environnement n'est qu'une confirmation récente de ce constat.

Mais ce qui est possible c'est une forme d'insurrection. Une insurrection qui s'annonce plus large que celle envisagée dans «L'insurrection qui vient », un texte fort mais qui reste dans ses propositions d'action encore trop attachées aux modèles anciens. Ce qui se prépare dans les luttes actuelles est une insurrection du sens et des sens. Il s'agit de donner sens au métier de l'enseignant en désobéissant à tout ordre qui veut le transformer en gestion des flux des jeunes en adaptation aux exigences d'un marché de travail toujours plus restreint, pour lequel il ne faut que sélectionner et préparer une élite de « performants ». Contre ce nouveau « programme institutionnel » qu'on cherche à nous imposer il s'agit au contraire dans les différents secteurs du système d'enseignement et de recherche de réveiller les sens pour développer la passion de la découverte et de la défense des richesses et des merveilles du monde pour en jouir en conscience et responsabilité. Dans le système de la santé il s'agit de faire valoir dans la pratique quotidienne le sens élémentaire de l'engagement professionnel : maintenir et rendre la vie vivable au maximum pour tous. Une telle aspiration à défendre et à faire vivre les différents secteurs de la fonction publique d'une nouvelle manière émerge dans le mouvement en cours. Les collectifs enseignants-parents d'élèves, les réseaux qui se construisent entre médecins et autres professionnels de la santé, les « sauvons la recherche » et « sauvons l'université » comme l'Appel des appels et autres initiatives multiples visent plus ou moins explicitement une telle perspective. Ce qui est moins claire est le chemin à prendre pour y arriver. Comment faire pour éviter la défaite et/ou un détournement sous forme bureaucratique ? La seule possibilité d'avancer est de commencer sans attendre à remplir les espaces des institutions publiques d'un nouveau contenu, de prendre en main dès maintenant au niveau local la gestion de la vie de ces institutions d'une nouvelle façon. Il n'y a pas de recettes, pas de programme général pour des telles initiatives. Mais une règle de base pour élaborer les perspectives concrètes dans chaque secteur concerné commence à apparaître : on commence à réapprendre à « faire du collectif », à sortir de l'individualisation dans l'exercice de la profession, du cloisonnement entre services, niveaux hiérarchiques, postes et exécutions des tâches, pour trouver ensemble avec nos publics les objectifs qui correspondent à leurs besoins et leurs attentes. De cette manière nous opposons une alternative concrète aux comportements que l'on cherche à nous imposer, la performance individuelle, la concurrence

entre individus, services, sites et la gestion des rapports aux usagers/clients bureaucratiques et/ou marchands qui mettent la réduction des coûts et la rentabilité au centre.

Mais la détermination et l'intransigeance dans la poursuite de cette nouvelle orientation dépend de la clairvoyance à propos de la nécessité d'un changement radical immédiat de la direction de toute activité humaine. Une telle volonté de voir plus claire se manifeste actuellement par un renouveau de la réflexion, de la pensée critique et, effectivement, par la création d'un nouveau langage. Face à l'illusion d'un retour au plein emploi et à la campagne du « travailler plus » on a commencé à formuler une critique du travail qui vise le remplacement du travail subi par une activité choisie. Face au règne technocratique d'une « culture d'experts » au service d'une économie marchande on avance la nécessité d'une libération de « l'intelligence collective ». Face à la traque impitoyable des « coûts improductifs » dans la course concurrentielle vers l'accumulation, on redécouvre la notion de la dépense comme base de toute activité créatrice donnant sens à la vie. Maintes autres pistes de réflexion s'ouvrent d'une façon éclatée mais très riche. Sans cet effort d'un redéploiement de la pensée critique, sans la mise en forme d'un nouveau langage commun dans les luttes dispersées il ne peut pas se produire la convergence nécessaire, le « saut qualitatif ». Et cet effort de réflexion, d'arrachement à la pensée dominante et aux pratiques imposées est un effort bien sûr collectif, mais aussi individuel, car nous subissons tous sous une forme ou une autre le formatage par le modèle sociétal en place :

« La terreur d'Etat, l'asservissement industriel, l'abêtissement capitaliste et la misère sociale nous frappent tous et toutes. Insidieusement et continuellement, ces forces néfastes séparent notre être intime. Une partie de nous se voit subrepticement contrainte à être le bourreau de notre autre moi, celui qui rêve, sait et veut que ce monde ne soit pas celui-là. Combien d'entre les citoyens tentent difficilement de défaire la nuit ou pendant leur maigre temps libre ce dont ils ont été complices chaque jour travaillé ? » (Manifeste pour une désobéissance générale)

Post scriptum

Après d'avoir fini ce texte j'ai assisté à une assemblée des personnels de l'Université pour discuter la suite du mouvement. Il a été décidé à quasi-unanimité la reconduction de la grève. Mais il a été en même temps beaucoup question de formes actives à adopter par la grève. Comment garder le lien avec les étudiants ? Comment éviter que ce temps sans cours fasse un vide, aussi frustrant pour les étudiants que pour les collègues ? Après ce qu'a été dit dans ce texte une nouvelle utilisation de l'espace créé par le mouvement s'impose. Essayons de trouver de nouvelles formes d'échange entre enseignants et étudiants, de nouveaux thèmes, de nouveaux « objectifs pédagogiques » dans le cadre d'une recherche d'un langage, de concepts et des éléments théoriques d'analyse capable d'inscrire le mouvement dans la durée !

Lyon, 17-3-2009

Dietrich Hoss
Professeur de Sociologie à l'Université Lyon 2

Mail : dietrich.hoss@univ-lyon2.fr